

Norman BIRNBAUM [1926- ]

Sociologue américain, professeur émérite à [Georgetown University Law Center](#)

(2002)

LOGIQUES DE GUERRE

“Aux racines  
du nationalisme  
américain.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
Professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi  
[Page web](#). Courriel : [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)  
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

Dans le cadre de : "Les classiques des sciences sociales"  
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi  
Site web : <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Site web : <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle :

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, sociologue, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi, à partir de :

Norman Birnbaum

“Logiques de guerre. Aux racines du nationalisme américain.”

In journal *Le Monde diplomatique*, octobre 2002, page 3.



<https://www.monde-diplomatique.fr/2002/10/BIRNBAUM/9450>

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte : Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5” x 11”.

Édition numérique réalisée le 16 septembre 2017 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



# Norman BIRNBAUM [1926- ]

Sociologue américain, professeur émérite à [Georgetown University Law Center](http://GeorgetownUniversityLawCenter)

## “Logiques de guerre. Aux racines du nationalisme américain.”

**● IRAK, PALESTINE : LOGIQUES DE GUERRE — Pages 3 à 9**

**LE MONDE**  
*diplomatique*

N° 983 - 49 ans  
OCTOBRE 2002

**Mal-vie à La Poste**  
(Pages 20 et 21.)

Publication mensuelle - 1, avenue Stephen-Pichon, 75213 Paris - www.monde-diplomatique.fr

---

### Vassalité

Par IGNACIO RAMONET

**U**n empire n'a pas d'alliés, il n'a que des vassaux. La plupart des États de l'Union européenne semblent avoir oublié cette règle historique. Sans eux, il n'y a pas de puissance de l'Occident, qui les considère à tort comme des partenaires à l'égal. Mais, dans un monde où les États sont de plus en plus interdépendants, il est urgent de repenser ce concept.

« Un État ne devient vassal que par son propre choix », écrit Ramonet. « C'est un acte de souveraineté, et non une imposition de l'extérieur. »

Il rappelle que, dans l'histoire, les États vassaux étaient soumis à des obligations militaires et financières envers leur suzerain. Mais, aujourd'hui, ces relations sont devenues plus complexes, impliquant des aspects économiques et politiques.

Ramonet critique l'idée que les États européens soient des partenaires à l'égal des États-Unis. Il soutient que, dans une telle configuration, les États européens sont en fait des vassaux des États-Unis, malgré leur statut officiel de partenaires à l'égal.

Il conclut que, pour préserver leur indépendance et leur souveraineté, les États européens doivent repenser leur relation avec les États-Unis et adopter une posture plus assertive.

### Les nouveaux réactionnaires

Intellectuels médiatiques

**Q**uand le peuple est muet et le pouvoir est aveugle, il faut agir. C'est le message de nombreux intellectuels et journalistes qui, depuis quelques années, ont commencé à critiquer la politique étrangère des États-Unis. Ils accusent l'administration Bush d'être trop interventionniste et de négliger les intérêts américains.

Ces auteurs, souvent appelés « nouveaux réactionnaires », incluent des figures comme Paul Krugman, Noam Chomsky et Robert Kennedy Jr. Ils soutiennent que la guerre en Irak est une erreur stratégique et que les États-Unis devraient se concentrer sur des problèmes domestiques.

Leur critique est basée sur une analyse géopolitique et économique. Ils soutiennent que l'intervention en Irak a affaibli la position des États-Unis dans le monde et a entraîné des coûts humains et financiers considérables.

Malgré leur statut d'intellectuels et de journalistes, ils sont souvent perçus comme des acteurs politiques importants. Leur voix est entendue dans les médias et ils influencent l'opinion publique.

---

### DANS CE NUMÉRO

**Tendant précipice**

« L'ordre international fondé en 1945... »

**ORÉSSANCE**

« Les États-Unis, entraînés par un nationalisme ancien... »

**MARCHÉ HÉRÉTIQUE**

« Pourrait-il, en fait, le jour s'élever... »

### LA RUE VERS L'EAU

« L'Europe a besoin... »

---

**C. E. D. S.**

**CENTRE D'ÉTUDES  
DIPLOMATIQUES ET STRATÉGIQUES**

**CYCLE D'ENSEIGNEMENT  
DIPLOMATIQUE SUPÉRIEUR**

Réservé aux diplomates, aux fonctionnaires internationaux, aux membres du corps consulaire et aux cadres supérieurs.

Cycle de conférences, de séminaires et de voyages d'études sanctionnés par un diplôme d'Études Diplomatiques Supérieures de 3<sup>e</sup> cycle.

**3<sup>es</sup> CYCLES SPÉCIALISÉS  
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES  
ET POLITIQUES DE DÉFENSE  
ET EN AFFAIRES INTERNATIONALES**

ENSEIGNEMENTS  
à l'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES  
Établissement libre d'enseignement supérieur fondé en 1899  
54, avenue Marengo - 75008 PARIS - Tél. : 01 47 20 57 47  
E-mail : ced@ced-monde.fr Site Internet : www.cep-hed-int.org

Norman BIRNBAUM [1926- ] \*

Sociologue américain, professeur émérite à [Georgetown University Law Center](#)

“Logiques de guerre.  
Aux racines du nationalisme américain.”

In journal *Le Monde diplomatique*, octobre 2002, page 3.

Tout en promettant de défendre, partout dans le monde, la liberté et la démocratie, le document stratégique publié le 20 septembre par l’administration Bush met fin au désarmement ; interdit à toute puissance de vouloir rivaliser avec les États-Unis sur le plan militaire ; théorise l’intervention à titre préventif ; soustrait les citoyens américains à la juridiction de la Cour pénale internationale. Bref, les États-Unis revendiquent le statut d’« Empire du Bien » auquel ils aspirent depuis un siècle.

Mots-clés : ▪ États-Unis ▪ Géopolitique ▪ Nationalismes ▪ Relations internationales ▪ Stratégie

---

\* Professeur à l’université de Georgetown, Washington. Auteur de *After Progress. European Socialism and American Social Reform in the Twentieth Century*, Oxford University Press, Oxford (Royaume-Uni), 2001.

Lorsque Abraham Lincoln fut réélu en 1864, Karl Marx le félicita au nom de l’International Workingmen’s Association <sup>1</sup>. Charles Francis Adams, alors ministre du gouvernement américain, lui répondit en ces termes : « Le gouvernement des États-Unis a pleinement conscience que sa politique n’est pas, et ne devra jamais être, réactionnaire. Cependant, nous devons garder le cap qui fut toujours le nôtre, c’est-à-dire nous abstenir de toute propagande et interventions illégales à l’étranger. Nos principes nous dictent d’appliquer la même justice à tous les êtres humains et à tous les États, et nous comptons sur les conséquences bénéfiques de nos efforts pour obtenir le soutien de nos concitoyens ainsi que le respect et l’amitié du monde entier. » La phrase de M. George W. Bush, « Vous êtes avec nous ou contre nous », laisse supposer que le parti de Lincoln a changé. Comment et pourquoi ?

Le nationalisme américain a toujours oscillé entre un pragmatisme brutal et un idéalisme rhétorique. Cet idéalisme, qui représente un danger pour les tenants du pragmatisme, a été exploité avec cynisme par ces derniers. En effet, que se passerait-il si les citoyens en venaient à prendre au mot le progressisme de la Déclaration d’indépendance ?

La description que fait Tocqueville des États-Unis, cette nation écartelée entre régionalisme et mobilité, matérialisme et religiosité, privatisation et nationalisme arrogant, est toujours d’actualité. C’est la république commerciale condamnée par Thomas Jefferson lorsqu’il meurt en 1826, cinq ans avant le voyage de Tocqueville. Jefferson et ses descendants voulaient renouer avec l’universalisme rédempteur de la Déclaration d’indépendance. Mais si celle-ci continue de façonner l’image que la nation se fait d’elle-même, c’est moins sous la forme d’une mémoire collective que sous celle d’une religion. Ou plutôt

---

<sup>1</sup> L’Association internationale des travailleurs a été créée à Londres en septembre 1864, par des owenistes et des chartistes anglais, des proudhoniens et des blanquistes français, des nationalistes irlandais, des patriotes et socialistes polonais, italiens et allemands. Marx l’a abandonnée en 1872, quand son siège a été transféré à New York.

d'une secte. Pour en devenir membre, il suffit d'accepter ses principes, ce qui a rendu possible l'intégration, si imparfaite soit-elle, des catholiques et des protestants, des gentils et des juifs, des Blancs et des Noirs, des Européens, des Latins et des Asiatiques.

Le nouveau gouvernement pratique un mélange des genres surréaliste. L'administration Bush exige l'application des droits de la personne en Iran, mais demande aux tribunaux de cesser leurs poursuites contre la transnationale Exxon, accusée de complicité dans la répression en Indonésie.

Ceux qui se souviennent du stalinisme en reconnaîtront les symptômes. Cependant, Staline n'avait pas cette capacité à façonner l'opinion publique que le capitalisme américain perfectionne depuis maintenant un siècle. Le gouvernement Bush est issu d'une élite dont le cynisme convient à cette époque post-morale, depuis longtemps habituée à acheter l'opinion publique et les responsables politiques, aux États-Unis comme à l'étranger. Le régime actuel s'appuie également sur les protestants fondamentalistes, ces fanatiques persuadés que les États-Unis jouent un rôle central dans la lutte biblique du Bien contre le Mal et qui s'appuient sur la certitude que ce pays doit diriger le monde <sup>2</sup>.

Comment en est-on arrivé là, après la relative modernité du gouvernement Clinton, qui avait gagné la coopération du capital transnational, prôné une suprématie américaine plus sereine, invité les élites étrangères à participer aux décisions internationales et défendu une version, certes minimaliste, de la social-démocratie internationale ?

M. Bush est-il un faux traditionaliste ou un faux moderne ? A l'origine, les républicains étaient les adversaires acharnés de l'esclavage. C'était également le parti de l'expansion continentale - Lincoln lui-même combattit dans la guerre contre le Mexique (3) -, de l'industrialisation à marche forcée et de l'ouverture maximale à l'immigration européenne. Son but ultime était la défense du modèle américain et de ses intérêts nationaux face à un monde corrompu. Ses grands principes économiques étaient l'ouverture des marchés aux produits américains, le protectionnisme pour l'économie et l'importation en masse de capitaux.

---

<sup>2</sup> Lire Ibrahim Warde, « Il ne peut y avoir de paix avant l'avènement du Messie », *Le Monde diplomatique*, septembre 2002.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ce triomphalisme se tourne vers le monde extérieur. L’ouest du pays prend l’ascendant et les excédents de ressources rendent possible la conquête de nouveaux territoires. Nationaliste et interventionniste, la population réclame la guerre contre l’Espagne. Les Philippines sont annexées en 1898 par le républicain McKinley (1897-1901).

### *Une petite classe dirigeante*

Lorsque l’occupation se transforme en lutte armée contre les indépendantistes, un mouvement de protestation traversant toutes les couches sociales apparaît. Ce mouvement n’est pas sans rappeler celui que suscitera la guerre du Vietnam, qui allait inciter les « sages » (la classe dirigeante) à pousser Lyndon Johnson à mettre fin à un conflit trop cher et dangereux pour la paix civile. McKinley, lui, entre 1897 et 1901, pouvait encore s’appuyer sur l’expansionnisme du capitalisme naissant. Le millénarisme américain devient le terreau idéologique d’un nouveau type d’impérialisme.

Ce dernier sera transformé en principe par le successeur de McKinley, Theodore Roosevelt (1901-1909). Réformiste, Roosevelt cherche à intégrer les immigrants et à civiliser le nouveau capitalisme. Il met l’Amérique à égalité avec les grandes puissances, provoque une révolution en Colombie, en novembre 1903, pour créer le Panama - condition première à la construction du canal. Et il affirme que les États-Unis doivent jouer dans l’hémisphère occidental « un rôle de policier international ». C’est cet impérialisme soucieux des petites gens qui donnera naissance à l’État-providence militarisé construit par les successeurs de Roosevelt.

Les Eglises, une partie de l’intelligentsia laïque et les socialistes expriment leur inquiétude. Les fermiers du mouvement populiste, ennemis de la modernité incarnée par les grandes villes, se posent comme les oubliés de l’impérialisme. Leurs griefs sont à l’origine de l’isolationnisme aigri de l’entre-deux-guerres, qui s’opposera, au sein du Parti républicain, à l’internationalisme des banquiers et des industriels.

Les républicains finiront par abandonner Roosevelt à cause de ses réformes économiques, mais cèdent la présidence à un réformiste démocrate, Woodrow Wilson (1913-1921). Impérialiste moral à tendance calviniste, Wilson intensifie l'intervention en Amérique latine. L'administration démocrate poursuit l'intégration des immigrants, notamment des catholiques, dans la vie politique. La frange internationaliste du grand capital applaudit la guerre contre l'Allemagne. S'y opposent les socialistes et les éléments populistes du Parti démocrate, dont le leader, William Jennings Bryan, démissionne de son poste de secrétaire d'État.

Mais la guerre réunit les suffrages des idéologues de l'impérialisme, de la nouvelle technocratie, du grand capital et d'une large part du mouvement ouvrier, tous favorables à l'extension des prérogatives du gouvernement fédéral. Le grand projet de Wilson, intégrer les États-Unis à la Société des nations, échoue à cause d'oppositions contradictoires. Les isolationnistes des deux partis, qui se vengent de l'entrée en guerre, et les unilatéralistes, qui estiment que les États-Unis doivent être libres d'utiliser leur nouvelle puissance. L'adversaire républicain de Wilson, le sénateur Lodge, un patricien de la Nouvelle-Angleterre, affirme que l'Amérique doit saisir sa chance, car elle est devenue la plus grande puissance mondiale.

Pendant l'entre-deux-guerres, l'élite qui préside à la politique étrangère gère la paix agitée et prépare la guerre à venir. Les universitaires, les banquiers, les journalistes et les juristes travaillant pour le grand capital sont majoritairement originaires de l'Est et protestants. Réunis dans le Conseil des affaires étrangères, ils influencent le gouvernement et l'opinion, décident des priorités internationales et distinguent entre politiques « responsables » et « irresponsables ». Le futur secrétaire d'État du président Dwight Eisenhower (1953-1961), John Foster Dulles, fut une de leurs figures de proue, en même temps qu'il représentait, en tant qu'avocat, les intérêts du IIIe Reich. Nelson Rockefeller convaincra le Conseil de soutenir la carrière de son jeune protégé, M. Henry Kissinger, professeur à Harvard.

Cette élite va intégrer aussi bien les gouvernements démocrates que républicains. Et si elle est divisée sur certains points, elle reste unanime quant à l'importance à accorder à la domination américaine. Les éléments républicains issus de la Côte est et ceux liés à Wall Street dominent ce petit milieu. Mais, dans leur propre parti, ils s'af-

frontent aux derniers partisans du populisme progressiste originaires du Midwest. Méfiants à l’égard de Wall Street, ces républicains prônent un isolationnisme souvent fondé sur une vision de classe, proche de celui des Allemands et des Irlandais, qui refusent toute alliance avec l’Angleterre.

Le Parti démocrate de Franklin Roosevelt (président de 1933 à 1945) est une coalition bancale de socialistes, de syndicalistes, de technocrates et de banquiers. Il incorpore d’anciens républicains progressistes et accueille également les catholiques et les juifs. Son internationalisme est wilsonien, avec des consonances sociales-démocrates. Mais les divisions de son parti, ainsi que la pression exercée sur lui-même et son successeur, Harry Truman (1945-1953), par l’internationalisme version républicaine, le pousseront à faire alliance avec le grand capital au sein de l’État-providence militarisé.

Les républicains abandonnent l’isolationnisme en 1941. Mais, à travers le maccarthysme et la méfiance envers les Européens, ils insufflent un nationalisme agressif. Les Eglises protestantes, qui soutiennent depuis un siècle l’envoi de missionnaires en Chine, sont rendues furieuses par l’arrivée au pouvoir des communistes en 1949. L’unilatéralisme de ces républicains transparait dans leur refus de la réduction des armements, leur fascination pour la théologie thermonucléaire et leur rhétorique belliqueuse. Mais le plus étonnant, c’est que les présidents républicains (Dwight Eisenhower, Richard Nixon, Gerald Ford et même MM. Ronald Reagan et George Bush père) obéiront toujours à ces élites, qui façonnent la politique étrangère, et resteront en fait aussi multilatéralistes que les démocrates.

Les opérations secrètes de la CIA, les interventions économiques, politiques et militaires dans le monde entier, la manipulation des pays alliés, tout cela fut pratiqué autant par les démocrates que par les républicains. Et si l’on regarde en arrière, de nombreuses différences qui semblaient les séparer apparaissent aujourd’hui relativement insignifiantes. Mis à part M. Reagan, aucun président républicain n’a directement attaqué le contrat social. Tous ont simplement accepté son écroulement, provoqué par l’évolution du capitalisme.

En quoi le président actuel est-il différent ? Son grand-père, Prescott Bush, né en Nouvelle-Angleterre, est l’associé du plus riche démocrate de l’époque du New Deal, Averill Harriman. Prescott, gou-

verneur et sénateur du Connecticut, favorable à l'internationalisme de Roosevelt ainsi qu'à son réformisme social. Son fils George (l'ancien président) émigre après la guerre au Texas, dont l'économie s'ouvre à l'armement, à la finance et la haute technologie. Il ne doit sa carrière politique qu'à ses liens étroits avec les milieux d'affaires (avant de devenir le vice-président de M. Reagan, il fut ambassadeur en Chine, aux Nations unies, et dirigea la CIA).

Représentant la vieille élite républicaine, il n'est pas à son aise dans un parti auquel M. Reagan a donné une teinte beaucoup plus plébéienne. Au cours de sa campagne présidentielle, il doit même quitter le Conseil aux affaires étrangères, car certains républicains archaïques pensent que cette institution complotait contre la souveraineté du pays.

M. George W. Bush, son fils, ne subit pas ce type de contraintes. Sa domination politique au Texas est écrasante. Il n'a jamais attaqué frontalement l'État-providence, collabore avec les communautés noires et hispaniques et a rempli un vide idéologique en défendant une version individuelle et ritualisée de la religion. Les démocrates se moquent de son népotisme, l'accusant de considérer la politique comme du business. Mais, en fait, il a compris un aspect fondamental du capitalisme : la soumission de la sphère publique au marché. Ses associés en affaires, tout comme son père, sont présents dans le commerce des armes, les services financiers, la pétrochimie et la haute technologie. Et il a placé leurs représentants à la tête des institutions et des départements fédéraux.

### *État d'urgence*

Pour flatter le pays, M. Bush oppose constamment un monde extérieur indifférent ou hostile à une société américaine droite et saine. Quant à ses velléités de retour à un minimum de protection sociale, elles sonnent comme une évocation spectrale de la période allant de 1941 à 1964. Une large partie de la population ayant compris, à son corps défendant, que des pans entiers du capitalisme américain s'appuyaient sur des activités criminelles, il devient difficile de maintenir un

quelconque consensus <sup>3</sup>. Face à cela, le gouvernement essaie de changer de sujet en développant une rhétorique belliqueuse. Le Parti démocrate, soumis à un lobby israélien ne désirant qu’une chose, la guerre contre l’Irak et, si possible, l’Iran, ne semble pas en mesure d’émerger de son coma politique. Sa passivité face au coup d’État judiciaire des élections de 2000 lui a été fatale.

Les démocrates plongés dans la plus grande tourmente idéologique, M. Bush sait qu’il ne doit sa place qu’à une quasi-absence d’opposition. En conséquence, il ne gouverne qu’en tant que chef d’une minorité, passant d’une majorité éphémère à une autre. Mais les attaques du 11 septembre 2001 lui ont donné l’occasion de déclarer l’état d’urgence pour une durée indéfinie. Et si la vacuité de son idéologie est criante, il serait naïf d’ignorer sa maîtrise absolue de l’écrasant appareil répressif. Il parle de la nation comme d’une Eglise, mais sa version du républicanisme la réduit en fait à un agrégat de tribus en pleine décomposition.

### **Fin du texte**

---

<sup>3</sup> La crise irakienne permet de faire passer au second plan des « affaires » aussi importantes que celles qui éclaboussent M. Thomas White, actuel secrétaire général de l’armée américaine, impliqué dans le scandale Enron, et M. Richard Cheney, mis en cause pour avoir reçu 8,5 millions de dollars de l’entreprise Haliburton lorsqu’il l’a quittée pour devenir vice-président.